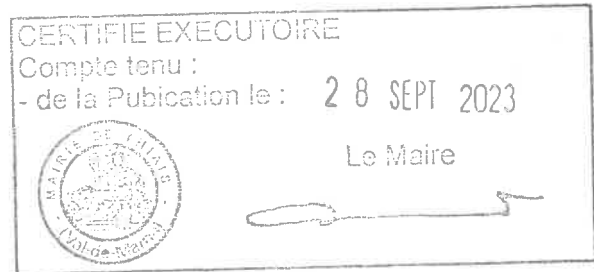




2023/268



REGLEMENTATION CIRCULATION & STATIONNEMENT

Arrêté portant réglementation provisoire de circulation et de stationnement
avenue du Général de Gaulle

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-6,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.411-1, R.417-10 et R.413-1,
- Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- Vu l'arrêté 2008/277 du 25 novembre 2008 portant modification de l'arrêté 2007/269 du 8 octobre 2007 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes sur la Commune,
- Vu l'arrêté 2003/015 du 24 janvier 2003 portant interdiction de stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes, ainsi que des remorques sur l'ensemble des voies de la Commune,
- Vu l'accord technique du 22 septembre 2023,
- Vu la demande de la société DIS TP pour réaliser, pour le compte d'ENEDIS, des travaux de raccordement électrique du collectif « Villa Bazin » avenue du Général de Gaulle au droit du numéro 94, du 2 au 12 octobre 2023,
- Considérant que pour faciliter les travaux et afin d'assurer la sécurité des usagers et des ouvriers, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement dans la section concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : À compter du 2 octobre 2023 et jusqu'au 12 octobre 2023, au droit du numéro 94, des deux côtés de la chaussée avenue du Général de Gaulle, le stationnement sera interdit et considéré comme gênant. Les emplacements nécessaires seront matérialisés par la société chargée des travaux. Les véhicules en infraction seront retirés de la voie publique.

ARTICLE 2 : Entre le 2 octobre et le 12 octobre 2023, le temps de deux journées (une pour l'ouverture et l'autre pour le remblaiement) lors des travaux sur la chaussée, les travaux se feront par demi-chaussée. La circulation sera réduite et la voie de circulation rétrécie avec la mise en place d'un alternat par feux tricolore. **Les travaux sur la chaussée ne pourront pas être débutés avant 9 heures.** En dehors des travaux sur la chaussée, les voies de circulation seront restituées aux usagers et l'alternat retiré.

ARTICLE 3 : A l'approche et dans la zone balisée des travaux, la vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 4 : Durant la même période visée à l'article 1, les travaux sur le trottoir entraîneront une réduction du passage des piétons et un empiètement de la piste cyclable, au droit des travaux et sur le trottoir en face. La société chargée des travaux devra maintenir un passage sécurisé pour les piétons. La piste cyclable sera neutralisée dans les zones des travaux, les cyclistes devront impérativement mettre pied à terre.

ARTICLE 5 : Les dispositifs de signalisation, pré-signalisation et balisage seront assurés par la société chargée des travaux, sous le contrôle des Services Techniques Municipaux et du Département.

ARTICLE 6 : La société chargée des travaux devra respecter les prescriptions techniques émises par le service du Département.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être restitués en bon état et à l'état d'origine. Toutes dégradations et ou retrait de mobilier urbain seront à la charge de la société chargée des travaux.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera affichée pendant toute la durée des travaux et au moins 8 jours à l'avance. L'affichage sur le mobilier urbain, équipements de signalisation de l'espace public et sur les arbres est proscrit.

ARTICLE 9 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément à la Loi.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des Arrêtés du Maire et publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Directeur Général des Services
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux
- Police Nationale
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris
- Police Municipale
- DEPARTEMENT
- ENEDIS – Monsieur Alliaume
- RATP
- Société DIS TP – j.pepin@dis-tp.com

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le 28 SEPT 2023

LE MAIRE,
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



Richard DELL'AGNOLA

Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels.